

Accord national interprofessionnel

RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES

(Accord du 8 décembre 1961)

(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)

(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,

Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT DU 11 DÉCEMBRE 2008

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION 12 B

NOR : ASET0950067M

Entre :

Le mouvement des entreprises de France (MEDEF) ;

La confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) ;

L'union professionnelle artisanale (UPA),

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC ;

La CGT-FO ;

La CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La délibération 12 B intitulée « Personnels des ambassades et consulats étrangers en France » est désormais libellée comme suit :

« Participent au régime de retraite institué par l'accord du 8 décembre 1961, par adhésion à la CRE, pour leurs personnels affiliés au régime général de la sécurité sociale, les ambassades et consulats étrangers situés sur le territoire français.

Ces organismes s'engagent à cotiser pour la totalité des salariés répondant à la définition donnée ci-dessus qu'ils emploient ou emploieront.

L'inscription des points de retraite aux comptes des intéressés n'est effectuée, dans le cadre de la présente délibération, qu'en contrepartie des cotisations effectivement parvenues à l'institution de retraite concernée.

Aucune validation de services passés antérieurs à la date d'effet de l'affiliation ne sera opérée. »

Fait à Paris, le 11 décembre 2008.

(Suivent les signatures.)